

***Impact de la dynamique paysanne sur le développement socio-économique du monde paysan au Rwanda : Étude de cas des stations et des coopératives caféicoles AKM et KOAKAKA du District de Huye, Province du sud.***

GISARO M. Ya-BITITI<sup>1</sup>, Philippe LEBAILLY<sup>2</sup>, Déo MBONYINKEBE<sup>3</sup>

Le café est la principale source de revenu des producteurs, il procure des devises importantes pour l'économie nationale. Même s'il n'occupe que 6,3% des superficies cultivées, il est exploité par 500.000<sup>4</sup> ménages au niveau national. Depuis son introduction au pays en 1904, le café a toujours été exploité isolément par les producteurs. Après la libéralisation de la filière café au Rwanda en 1995, la quantité et la qualité produites ne cessent de décroître, ce qui influe sur le prix et le revenu. Dans la recherche de solution à ce problème, l'État rwandais a misé sur le regroupement des producteurs en coopératives, et dans la construction des stations de lavage de café (SLC) dans toutes les zones caféicoles au niveau national. L'objectif est de produire un café entièrement lavé, exportable et mieux coté sur marché international, et qui puisse fournir des prix rémunérateurs aux paysans producteurs. Les stations de lavage sont alors perçues comme des procédés de production de café de qualité, principalement gérées par des coopératives, qui sont des éléments structurant dans le monde rural. A travers ces infrastructures et organisations des producteurs mises en place les emplois sont créés, le revenu augmente, le marché est garanti, les prix sont meilleurs, les crédits sont accordés, ce qui améliore leur bien-être socio-économique. La présente étude s'intéresse à l'analyse de l'impact de la structuration paysanne à travers les SLC et les coopératives caféicoles sur le développement socio-économique des producteurs et du monde environnant.

**Mots-clés :** Café, caféiculteurs, coopérative, station de lavage de café (SLC), revenu, exploitation, développement socio-économique.

***The impact of rural farming structuring in Rwanda: case of coffee growing cooperatives and coffee washing stations of AKM and KOAKAKA, Huye District, Southern Province.***

Coffee is the main source of household income producers; it provides major currencies for the national economy. Although it covers only 6.3% of cultivated areas, coffee is produced by 500,000 households in Rwanda. Since its introduction in the country in 1904, coffee has always been operated by individual producers. After the liberalization of the coffee sector in Rwanda in 1995, the quantity and quality produced is steadily decreasing which affects the price and income of coffee growers. In the search for a solution to this problem, the Rwandan government has focused on the consolidation of producer cooperatives, and on the building of coffee washing stations (CWS) in all coffee growing areas at national level. The goal is to produce a fully washed coffee, exportable and better valued on the international market, which can provide better income for peasant producers. Coffee washing stations are then seen as tools to produce quality coffee and are mainly run by cooperatives, which are structural elements in the rural world. Through these facilities and structures put in place, jobs are created for producers, farmers are motivated due to income increases, the market is

---

<sup>1</sup>. Doctorant à Université de Liège, Gembloux Agro-Bio Tech, Unité d'Economie et Développement rural (Belgique). Passage de Déportés, 2. B-5030 Gembloux (Belgique). Email : [mbgisaro@yahoo.fr](mailto:mbgisaro@yahoo.fr)

<sup>2</sup>. Professeur à Université de Liège, Gembloux Agro-Bio Tech, Unité d'Economie et Développement rural. Passage de Déportés, 2. B-5030 Gembloux (Belgique). Email : philippe.lebailly@ulg.ac.be

<sup>3</sup>. Professeur à Université Libre de Kigali (ULK-Rwanda). BP 2280, Kigali. Email : deom42@yahoo.fr

<sup>4</sup> Au sein des ménages, tous les actifs sont occupés par l'activité caféicole y compris les enfants qui exercent eux aussi de petites activités au niveau de l'exploitation (Explication donnée par le Directeur Général de l'OCIR-Café lors de la Conférence-débat sur le développement de la filière café au Rwanda, le 13/3/2011).

guaranteed, the prices are higher for the members, loans are given thereby improving the socio-economic welfare of the growers. This study focuses on the analysis of the impact of the structuring through CWS and coffee cooperatives on the socio-economic development of farmers and the surrounding world.

**Key words.** Coffee, coffee growers, cooperative, coffee washing station (CWS), income, socio-economic development.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Contexte général et état de la question

L'économie rwandaise repose essentiellement sur l'agriculture. Ce secteur emploie 79% de la population active contre 1,7 pour l'industrie et 8,3 pour les services (MINECOFIN, 2011). Il contribue à concurrence de 32,2% dans la formation du PIB, l'industrie et les services rapportant respectivement 15% et 46,7% des prix constants de 2006<sup>5</sup>. L'agriculture apporte plus de 61% des exportations dont le café, le thé et le pyrèthre représentent plus de 70% des exportations totales (BNR, 2010). Le développement du Rwanda est donc tributaire du progrès de son secteur agricole, plus particulièrement de ses exportations. Ces dernières sont pourvoyeuses des devises indispensables au développement du pays et des producteurs des produits de base, par des prix rémunérateurs meilleurs. Le nombre de caféiers est évalué à environ 800 millions de pieds. Depuis son introduction au pays en 1904, le café a toujours été exploité individuellement par les producteurs généralement pauvres et isolés dans des collines de part les zones caféicoles du pays. Après la libéralisation de la filière café au Rwanda amorcée en 1995, les caféiculteurs se sont regroupés en coopératives afin de produire et de commercialiser un café qualité garantissant les prix meilleurs sur le marché international.

Le but de cette structuration était de briser l'isolement et les spéculations des intermédiaires commerçants, afin de lutter contre la pauvreté qui rongait la plupart des ménages producteurs vivant dans les zones rurales. C'est dans ce cadre que les caféiculteurs de la zone de Maraba se sont regroupés en association de producteurs et ont construit la première station de lavage de café (SLC) à Cyarumbo en 2001 afin de traiter, laver et exporter un café entièrement lavé. En effet, la structuration paysanne au sein des SLC et des coopératives caféicoles stimule le revenu, permettant d'améliorer les conditions de vie des membres : l'augmentation des prix, la vulgarisation, les emplois, la nutrition, la santé, la scolarisation des enfants, l'habitation, le crédit, le marché... sont autant de services et avantages socio-économiques fournis aux membres. Sur base de toutes ces considérations nous nous sommes posé quelques questions auxquelles la présente étude a essayé de donner des réponses. (i) Les SLC et les coopératives caféicoles structurent-elles le monde paysan dans les zones caféicoles de Maraba et de Karaba? (ii) La culture du café à travers les SLC et les coopératives AKM et KOAKAKA entraîne-elle une participation massive des producteurs? (iii) Les coopératives AKM et KOAKAKA par l'intermédiaire des SLC améliorent-elles les conditions de vie socio-économiques des membres comparés à leurs pairs non-membres?

### 1.2. Objectifs de l'étude

Le présent travail vise à examiner la dynamique paysanne à travers la relation tripartite entre la caféiculture, les coopératives caféicoles et les SLC. L'objectif global est d'analyser la structuration du monde paysan à travers les SLC et les coopératives caféicoles AKM (créée en 1999 à Maraba) et KOAKAKA (née en 2003 à Karaba). L'analyse a porté sur l'évaluation de

---

<sup>5</sup> Les ajustements sont de 6,1% en prix constats de 2006.

l'impact socio-économique de la dynamique paysanne à travers les stations et les coopératives caféicoles sur l'amélioration des conditions de vie des caféiculteurs membres comparés aux non-membres. De façon spécifique, l'étude voudrait: (i) Analyser l'impact de la présence des stations de lavage de café et des coopératives caféicoles sur le processus de structuration du monde paysan dans les sites d'étude. (ii) Examiner dans quelle mesure les SLC et les coopératives permettent de stimuler la participation des membres aux activités et initiatives de promotion de leurs SLC et coopératives. (iii). Evaluer les effets socio-économiques des SLC et coopératives sur le bien-être des producteurs membres. Du fait de leur présence dans les zones rurales, ces structures permettent la structuration du monde paysan. Au regard des bénéfices et avantages escomptés, ces organisations stimulent la participation des producteurs et améliorent les conditions de vie socio-économiques de caféiculteurs.

### 1.3. Matériels et méthodes

L'étude s'est déroulée dans deux coopératives caféicoles : AKM (Maraba) et KOAKAKA (Karaba), toutes du District de Huye, Province du sud du Rwanda. Les enquêtes ont été conduites sur 80 ménages producteurs paysans (56 membres des coopératives et 24 non-membres) situés dans les 14 zones caféicoles couvrant le rayon de production de ces deux coopératives : 8 pour AKM (Maraba) et 6 pour la KOAKAKA (Karaba). Ces producteurs ont été sélectionnés et choisis de façon raisonnée guidé par un certain nombre des critères préalablement établis. Le choix raisonné a été privilégié dans la sélection des producteurs au sein de leurs exploitations, car les systèmes sont interdépendants et complémentaires. L'étude se veut comparative en termes d'avantages techniques et socio-économiques qu'offrent ces organisations aux membres comparativement aux non-membres.

La présente étude est fondée sur des analyses empiriques ainsi qu'une démarche inductive des données primaires et secondaires. La démarche méthodologique s'est articulée sur la revue bibliographique, la méthode d'enquête et l'observation directe. La méthodologie est basée sur la participation et les observations des caféiculteurs dans la collecte et l'interprétation des données de terrain. L'analyse des relations ménage-exploitation caféicole, producteur-SLC-Coopérative, de l'exploitation au lavage jusqu'à la commercialisation du café, implique l'usage d'une approche systémique, permettant d'analyser l'articulation entre les différents éléments constitutifs du système.

En fin 2010, les dernières statistiques montrent que les deux coopératives comptaient au total **2669** caféiculteurs-membres, respectivement 1353 pour la coopérative *Abahuzamugambi ba Kawa* (AKM) et 1316 pour la *Koperative y'Abahinzi ba Kawa ba Karaba* (KOAKAKA). Des analyses ont été faites afin de déterminer la taille de l'échantillon, en incorporant les données complémentaires relevant des observations et des entretiens réalisés auprès de différents intervenants dans la filière café. Selon les enquêtes menées par l'OCIR-Café (2008) et l'INSR (2010), 3 catégories des caféiculteurs coexistent à Maraba et Karaba :

- Catégorie A : 50% des caféiculteurs disposent entre 150 et 500 pieds de caféiers,
- Catégorie B : 40% détiennent entre 500 et 1000 caféiers,
- Catégorie C : 10% seulement des caféiculteurs ont plus de 1000 pieds.

En plus de cette catégorisation, les critères suivants ont été retenus pour le choix des membres : (i) Etre caféiculteurs avec au minimum 150 pieds, avec une expérience de plus de 5 ans dans l'exploitation caféicole. (ii) Membre de la coopérative depuis plus de trois ans au minimum. (iii) Un ménage d'au moins 3 personnes à charge. (iv) une participation active avec sa coopérative. Les ménages enquêtés ont été ciblés à travers les listes, les rapports et les statistiques des SLC et des coopératives pour la période considérée. Nos enquêtes ont été

effectuées dans toutes les 14 zones caféicoles couvertes par les coopératives et les SLC d'étude, respectivement 8 pour Maraba et 6 pour Karaba. Elles ont été retenues toutes afin de garder leur homogénéité. Faute de moyens et de temps, nous avons résolu de prendre 4 caféiculteurs membres et 1 non-membre par zone. Cela nous a permis de faire une comparaison en termes d'avantages que procurent la SLC et la coopérative aux membres comparés aux non-membres. Seuls ont été choisis les producteurs remplissant les critères et les variables retenus dans la fixation de notre échantillon, sauf le critère d'ancienneté qui n'a pas été pris en considération pour les non-membres. L'étude s'est déroulée en 2 campagnes 2009 et 2010 en 2 étapes imbriquées et itératives pour valider les données. La saisie de données et leur traitement ont suivi l'analyse statistique notamment la comparaison des moyennes, des écart-types entre les membres et les non-membres par des logiciels SPSS et Word Microsoft et Excel.

La coopérative AKM (Maraba) compte 8 zones, alors que la coopérative KOAKAKA (Karaba) en dénombre 6. Considérant 4 ménages caféiculteurs par zone, les calculs nous donnent les informations suivantes : Maraba : 8 zones x 4 = 32, Karaba : 6 zones x 4 = 24 soit un total de 56 *caféiculteurs membres des coopératives*. Afin de faire la comparaison, 14 *caféiculteurs non-membres* ont été ajoutés : 8 pour Maraba et 6 pour Karaba choisis de façon raisonnée également. L'échantillon ainsi retenu a été de 80 ménages caféiculteurs membres et non-membres. Parallèlement aux enquêtes classiques de terrain, d'autres entretiens avec quelques informateurs clés ont permis de compléter les données recueillies. Pour cela il a fallu questionner 10 animateurs des coopératives (6 pour Maraba et 4 pour Karaba), considérés comme clés dans la promotion caféicole, et coopérative dans les dix zones caféicoles les plus productives. Ces personnes suivent quotidiennement les activités caféicoles sur le terrain, et sont eux-mêmes caféiculteurs et membres des coopératives. L'observation nous a permis de nous situer au cœur même des exploitations caféicoles et d'en tirer les informations utiles sur la structuration paysanne autour des SLC et des coopératives dans les zones d'étude. Les répartitions<sup>6</sup> ci-dessous ont été faites pour l'échantillon:

Tableau 1. L'échantillon selon la catégorisation des ménages par zone et par coopérative

Station de lavage de MARABA			Station de lavage de KARABA			
Niveau	Catégorisation (%)	Nombre de caféiculteurs		Catégorisation (%)	Nombre de caféiculteurs	
		A*	B*		A*	B*
Catég. A	50% x 32	16	4	50% x 24	12	3
Catég. B	40% x 32	13	3	40% x 24	10	2
Catég. C	10% x 32	3	1	10% x 24	2	1
<b>Total</b>		<b>32</b>	<b>8</b>		<b>24</b>	<b>6</b>

A\* : Caféiculteurs membre des coopératives AKM et KOAKAKA

B\* : Caféiculteurs non-membres des coopératives.

Dans la recherche des informations complémentaires sur la gestion proprement dite de ces organisations, des interviews et d'entretiens ont été réalisés auprès des personnes-ressources chargées de la gestion quotidienne des stations et des coopératives d'étude. C'est notamment : 2 chefs de SLC (un pour Maraba, un pour Karaba), 2 Secrétaires exécutifs des coopératives, 2 Présidents desdites organisations, 2 présidents des Conseils d'Administration, 2 comptables, 4 membres du Conseil de surveillance, 2 Agronomes, le responsable des coopératives du District de Huye et les autorités de l'OCIR-café, organisme de tutelle café au niveau national.

<sup>6</sup> Catégorie A: caféiculteurs disposant [100-500] pieds, Catégorie B : <500-1000>, Catégorie C : > 1000 pieds.

## 1.4 DISCUSSION DES RESULTATS

### 1. Impact socio-économique de la dynamique paysanne à travers la SLC

L'impact économique de la SLC sur les producteurs est considérable. En effet, avec la SLC de Maraba les caféiculteurs ont reçu l'équivalent de 3 fois le prix du café sur le marché local. Des revenus additionnels ont grimpé, une contribution significative et remarquable. Cette augmentation des prix est assimilable au bon suivi des exploitations, au contrôle de la qualité du café depuis le terroir jusqu'à l'exportation, aux cours mondiaux du café, et au marché plus ou moins garanti de cette gamme de café entièrement lavé recherché aux USA, en Europe et en Asie. En plus de ces prix meilleurs, les ristournes sont distribuées aux membres proportionnellement aux quantités fournies à la coopérative. Les non-membres se contentent quant à eux de vendre leur parche sur le marché local à des moindres prix. En moyenne, les prix du café sur le marché international sont 3 fois meilleurs que ceux pratiqués localement. Pour la période 2002 à 2010 la moyenne arithmétique des prix est des 2,71 fois les prix locaux, avec deux extrêmes de prix à la hausse et à la baisse, respectivement en 2006 (3,84 fois soit de 527 à 2.022Frw) et en 2005 (902 contre 1910Frw, soit 2,11 fois des prix locaux). Cette année est considérée comme favorable en termes de prix locaux jugés meilleurs comparativement aux autres années. Les années qui ont suivi la production et les cours étaient meilleurs localement et sur le marché international du café.

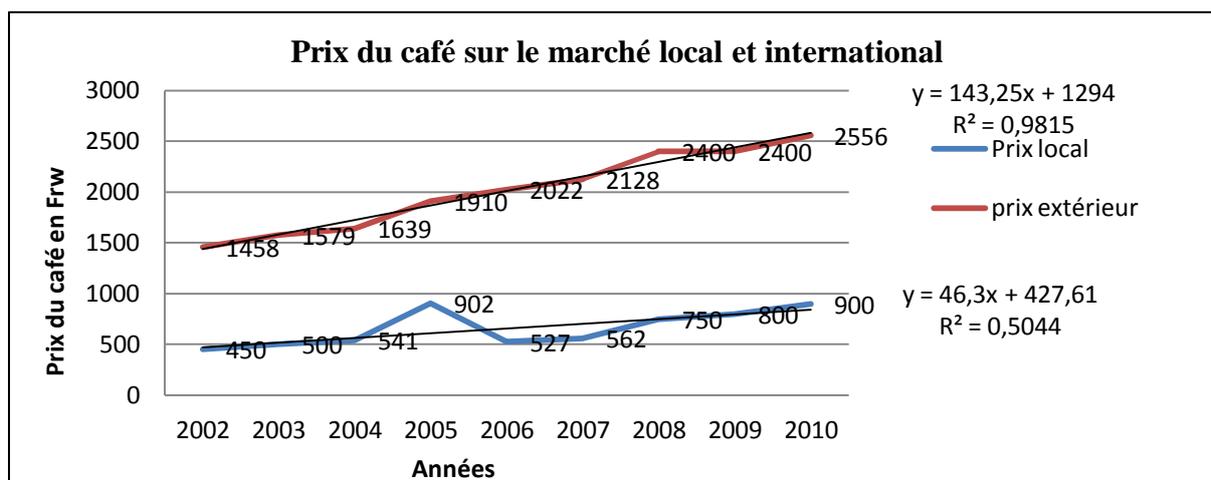


Figure 1. Evolution des cours du café sur le marché local et international de 2002-2010.

Source : Rapports des coopératives AKM et KOAKAKA, 2010.

La lecture de cette figure fait remarquer que sur les marchés extérieurs, les cafés de Maraba et de Karaba connaissent un essor extraordinaire et obtiennent des prix intéressants évalués à 4\$/kg de café marchand contre 0,3\$/kg sur le marché local. Les prix moyens du café vert exportable sont respectivement de 3,55\$/kg à Maraba et de 3,70\$/kg à Karaba. Ces prix sont intéressants pour le producteur et pour les coopératives. Ils sont de loin supérieurs à ceux pratiqués localement, soit trois fois inférieurs (800 à 2400Frw ou 900 à 2.556Frw). Quand bien même ces prix demeurent intéressants pour la filière, ils ne profitent guère au producteur. Ce dernier vend ses cerises de café soit à sa coopérative, soit à un opérateur privé disposant d'une station de lavage de café, soit aux collecteurs commerçants. Pour les campagnes-café 2010 et 2011 par exemple, les cerises ont coûté entre 300 à 325 Frw/kg (soit 0,41€). Le rendement du café cerise en parche puis vert est de 20% : Ceci veut dire que 5kg de cerises produisent 1kg de café parche, puis 1kg de café vert exportable.

Le café rwandais profite aux commerçants et opérateurs privés détenteurs de moyens financiers suffisants. Selon nos enquêtes de terrain les stations de lavage et les coopératives caféicoles AKM et KOAKAKA sont tellement concurrencées par les privés faute de moyens financiers, et de manque de garantie auprès des banques commerciales. L'exploitation du caféicole dépend de plusieurs facteurs internes et externes, qui font que les banques résistent à accorder les crédits aux producteurs et aux coopératives sans garantie matérielle acceptable... Face à cette situation, les coopératives demeurent fragiles et sont confrontées par les jeux de la concurrence des commerçants et opérateurs privés détenteurs des moyens financiers et des stations de lavage de café dans la région.

### *1. La SLC source d'emplois dans les zones rurales*

Les SLC et les coopératives ont pour objectif de répondre aux besoins de leurs membres, la création d'emplois étant un produit de la réalisation de cet objectif. En effet, la construction des SLC dans les zones rurales s'accompagne de l'engagement d'un staff permanent et d'un personnel d'appui technique et logistique. A travers ces engagements, et grâce à leurs activités économiques, les stations et les coopératives étudiées, ont permis de créer des emplois directs, indirects et induits<sup>7</sup>. Les équipes des manœuvres, ouvriers occasionnels et saisonniers sont renforcées à chaque campagne-café, et contribuent à soutenir le revenu et les perspectives d'emplois dans les zones reculées où l'action des secteurs public et privé est insuffisante ou inexistante. Les coopératives et les SLC ouvrent des perspectives d'emplois pour les groupes vulnérables laissés pour compte, notamment les femmes, les veuves, les couches des populations sociales les plus abandonnées. Ces personnes sont souvent victimes de la discrimination et n'ont pas accès à des emplois autres qu'agricoles. Le traitement de cerises à la station a donc valorisé l'activité de la femme, et a contribué à l'allègement des travaux pour les groupes vulnérables de proximité. De plus, la station utilise une main-d'œuvre en majorité féminine (89% à Maraba et 93% à Karaba).

### *2. La dynamisation des activités de micro-finance à travers la SLC*

Le monde rural et l'activité caféicole ont été depuis longtemps non attractifs pour les institutions financières, faute de garantie. Les SLC et les coopératives ont accéléré l'émergence des programmes de micro-finance en milieu rural, en servant d'intermédiaires technique et organisationnel dans la mobilisation des fonds. Les paysans mobilisent et cotisent de petits fonds à partir desquels ils peuvent solliciter des crédits de soudure en vue de répondre à leurs besoins urgents. Ce sont des petites tontines (IBIMINA), organisées en équipe de 7 à 20 personnes. La mobilisation de fons a donné naissance à la micro-finance CAPEC ouverte à la coopérative AKM de Maraba. Celle-ci appuie les petits projets générateurs de revenus pour les membres, avec des sommes modestes et à moindres coûts. Les procédures ne sont pas compliquées et complexes, la caution est solidaire, les paysans se connaissent et par la suite le climat de confiance se crée entre les membres du groupe. Le taux d'intérêt mensuel est de 1 à 1,5%, contrairement aux autres micro-finances, dont les taux sont entre 2 et 2,5%. Par l'interconnaissance des membres, la confiance devient totale : un gage de garantie pour l'obtention du crédit. Le caféiculteur reçoit du crédit remboursable au moment

---

<sup>7</sup> Les emplois directs sont ceux créés par les SLC et les coopératives rémunérés directement par ces structures. Les emplois indirects sont créés par les entités qui fournissent des services aux coopératives. Par exemple les emplois liés à la production et à la fourniture des engrais et intrants agricoles aux coopératives. Les revenus que dépensent les employés et les membres permettent des créer des emplois induits au sein de l'économie nationale. Pour plus de détails lire Joe Folsom « Measuring the Economic impact of Cooperatives in Minnesota », Rural Business-Cooperative Service (RBS), rapport n°200, 2003.

de la récolte de cerises. Celles-ci constituent une garantie pour le producteur, donc la principale sinon la source potentielle de revenu.

### *3. La SLC facteur de transfert technologique dans le monde rural*

La mise en place des stations de lavage de café par l'entremise des coopératives des producteurs a introduit de nouvelles technologies, et des facilités additionnelles ont été créées, dans les domaines de l'exploitation des mini-centrales hydro-électriques et de télé-centre qui ont été disponibilisés. Le télé-centre aide la communauté à accéder au nouveau mode de communication moderne. Ce mode leur facilite la tâche dans la recherche des débouchés pour leur café, la formation informatique, l'internet-café, le télé-show, la cantine pour les habitants de la zone. Une salle de cinéma a été ouverte en 2003 à Kizi (Maraba). On y projette des films sur l'agriculture familiale, le maraîchage, le suivi et l'exploitation du café, le planning familial, l'hygiène, la santé publique et communautaire, le secourisme, l'alphabétisation de base. Sur base de toutes ces activités un processus de développement se crée dans la zone

La protection et la sauvegarde de l'environnement pour promouvoir le développement durable, l'alimentation équilibrée, la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA, la lutte contre la discrimination ethnique, la prévention et la gestion de conflits, l'unité et la réconciliation... A travers les rencontres et les discussions entre les caféiculteurs, les problèmes ethniques sont un peu écartés, les paysans discutent de leur avenir sans ignorer leur passé. Autant de missions et d'activités offertes par le télé-centre de Maraba de même que les droits à la succession de la femme, dont les filles et les femmes rwandaises n'avaient pas bénéficié depuis des temps anciens. Quelques paysans viennent de zones lointaines pour bénéficier des avantages offerts par le télé-centre, dont la formation sur les techniques culturelles, l'entretien et le suivi de la caféiculture. C'est dans ce cadre qu'une émission radiodiffusée passe à radio *Salus* de l'Université Nationale du Rwanda tous les dimanches soir de 17h30 à 18h15'. Le but est de persuader les paysans à mieux exploiter leur café. Cette émission est suivie par beaucoup d'exploitants dans les périmètres de cette radio. Les activités du télé-centre ont permis de désengorger et de désenclaver le milieu rural de Maraba et de Karaba, surtout dans le domaine de la communication et de la vulgarisation agricole et caféicole. Les droits à la succession de la femme, dont les filles et les femmes rwandaises n'avaient pas bénéficié depuis des temps anciens sont également discutés, la violence conjugale, les droits de l'enfant et les projets de développement au sein des ménages.

### *4. La contribution de la SLC à la balance des paiements*

La contribution positive des SLC et des coopératives à la formation de la balance des paiements augmente avec le positionnement sur les marchés haut de gamme. Les activités des structures paysannes, en l'occurrence les SLC et les coopératives érigées dans les zones rurales, ont apporté au pays des devises nettes par l'exportation d'un café entièrement lavé. La pénétration des marchés extérieurs est fortement rémunératrice et la contribution à l'équilibre de la balance commerciale s'amplifie davantage, réduisant en même temps la forte dépendance vis-à-vis d'un seul produit semi-washed. A travers les stations de lavage et des coopératives, la production, le lavage et la commercialisation sont contrôlés par la puissance étatique, afin de s'assurer que la valeur ajoutée produite par les SLC est bien là. Par la suite, les impôts directs et indirects sont perçus par l'Etat, ce qui traduit une certaine main-invisible dissimulée dans cette gamme de production fully-washed.

## 5. *La SLC et ses effets sur l'environnement*

Ces effets sont traités par rapport à l'écosystème. La construction et le fonctionnement d'une SLC dans les zones rurales s'accompagnent le plus souvent par la destruction de l'environnement, elle détruit les conditions environnementales du site de son périmètre. Toutefois, la promotion du café contribue à la conservation des sols dans la lutte anti-érosive, et apporte de l'oxygène. La pulpe de café et les eaux de la fermentation sont les principales sources de pollution. L'investissement dans la construction d'une station doit prévoir des systèmes spécifiques pour contrôler efficacement la pollution, en enterrant les pulpes de café. Les matières organiques solides constituées par la pulpe sont entreposées dans une fosse aménagée à cette fin. Les expériences ont montré qu'après décomposition, la pulpe peut servir de fertilisant riche en éléments minéraux pour le café et pour les vivrières. Le coût d'achat est de 20Frw/kg à Maraba. A Karaba par contre les eaux usées et les pulpes de la station de Karambi ne sont pas traitées, recyclées et enfouies dans les fosses qui leur sont destinées. Elles polluent l'environnement des populations riveraines et les cultures vivrières dans les bassins versants de la rivière Kibingo. L'eau polluée de cette rivière est utilisée dans le lavage des habits, le nettoyage des vivres et des ustensiles de cuisine pour la population de Karambi. Les animaux domestiques consomment également l'eau de cette rivière qui ronge la station de Karambi (Karaba), ce qui est préjudiciable à la santé humaine et animale.

### **2. Les effets d'entraînement de la station de lavage de café**

L'un des effets majeurs de la réalisation du projet d'association des caféiculteurs pour la production du café de bonne qualité est d'améliorer leur bien-être, de monétariser l'économie rurale ainsi que le transfert de la technologie. La station de lavage de café tire profit de la différenciation due à la qualité améliorée de café et des prix compétitifs. Pour que les marchés prospèrent véritablement, les exploitations agricoles en général et caféicoles en particulier doivent générer des revenus équitables afin que se maintienne une synergie continue entre la production et le marché du café. D'autres avantages offerts par la station de lavage de café peuvent être les suivants : (i) L'allègement des travaux de transformation du café pour les groupes vulnérables, surtout les enfants orphelins, les veuves, les personnes âgées... (ii) L'intensification de la concurrence dans le secteur du café qui est de nature à apporter une plus grande productivité et une amélioration de la qualité. (iii). La facilitation de l'accès aux micro-crédits en milieu rural. Par la présence des SLC et des coopératives caféicoles, des économies d'échelle se sont créées, beaucoup de flux d'acteurs impliqués dans l'exploitation et la commercialisation du café dans la région. Lors de nos enquêtes de terrain, nous avons constaté que beaucoup de millions de francs rwandais sont injectés dans le monde rural de la zone de production, surtout durant la période de la campagne-café qui commence en mars et se termine en juillet de chaque année au Rwanda. Ces fonds ont des répercussions positives sur l'amélioration des conditions de vie socio-économiques des caféiculteurs de la zone d'étude. Par l'entremise des flux financiers issus de l'exploitation de la culture du café par différents acteurs, les effets d'entraînement et d'externalités deviennent très remarquables dans les zones rurales. Ces effets participent dans la réduction de la pauvreté rurale.

### **3. Les avantages socio-économiques des coopératives AKM et KOAKAKA**

#### *a) Les avantages économiques*

Les coopératives AKM et KOAKAKA procurent des avantages socio-économiques à leurs membres. La plupart des coopérateurs adhèrent dans le but de sauvegarder leurs intérêts, à y trouver la satisfaction de leurs besoins, et lutter contre leur pauvreté. Les paysans adhèrent

généralement pour obtenir de meilleures conditions de vie, des avantages pécuniaires ou divers autres services et pour être mieux rémunérés en échange de leur café, ou encore parce qu'ils veulent avoir des ristournes à la fin de la campagne-café. Il s'agit là de motifs purement économiques qui poussent les associés à se regrouper en coopérative. Cependant, la constitution d'un regroupement répond au désir des membres d'acquérir la force et la synergie nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie. Toutefois, ce ne sont pas seulement les avantages économiques qui poussent les caféiculteurs à se regrouper. D'autres membres adhèrent pour la recherche d'avantages sociaux (esprit d'entreprise, entraide mutuelle, solidarité, participation, cohésion sociale, complémentarité et confiance entre les membres...). Ces avantages sont très importants pour la population rwandaise qui garde encore les séquelles du Génocide de 1994, et apportent un espoir pour un avenir meilleur au Rwanda et pour les rwandais situés dans les zones rurales du pays. Les avantages économiques sont :

### **1°. Gain de temps pour les caféiculteurs**

Les activités et pratiques caféicoles demandent suffisamment de temps pour être accomplies. Elles concernent le labour, le sarclage, le taillage et le paillage, et surtout les activités post-récolte notamment le lavage et le traitement, le séchage, le transport et la recherche de débouchés. Avant la mise en place des SLC et des coopératives, toutes ces activités étaient à la charge des caféiculteurs, et occasionnaient des coûts très importants. Les SLC et les coopératives sont actuellement responsables du lavage et du traitement du café jusqu'à son exportation pour la vente. Ces activités qui prenaient beaucoup de temps aux caféiculteurs appartiennent désormais à l'histoire, et ce temps auparavant consacré à ces activités est donc alloué à d'autres occupations utiles pour les producteurs. Ces derniers sont libérés des lourds travaux de lavage et de traitement manuel de leur café. Ce soulagement constitue alors un gain en termes de temps pour les caféiculteurs. Le temps récupéré est consacré en général aux travaux de sarclage des cultures vivrières ou autres activités indispensables à ces producteurs. Le temps supplémentaire que gagnent les paysans caféiculteurs leur permet de faire autre chose qui leur rapporte éventuellement des revenus supplémentaires autres que ceux du café.

### **2°. Augmentation de revenus et du pouvoir d'achat**

La coopérative permet l'augmentation des revenus des coopérateurs. Elle facilite les actions de vulgarisation et l'innovation caféicole par des formations dispensées aux membres et par différentes visites organisées soit à l'intérieur soit à l'extérieur du pays. Ces différentes activités permettent aux caféiculteurs d'être motivés et donc de produire davantage de café. Cette production en quantité et en qualité à travers les SLC permet à son tour d'augmenter le revenu par de meilleurs prix rémunérateurs. Ces derniers améliorent les conditions de vie socio-économiques des caféiculteurs membres et ont des répercussions sur la vie familiale. En effet, c'est par ce revenu que le producteur achète ce dont il a besoin sur le marché et couvre les dépenses jugées indispensables pour le développement de tous les membres de sa famille. On peut citer entre autre l'achat de la nourriture, le paiement des frais et des matériels scolaires pour ses enfants, les soins de santé de sa famille, la réparation et l'entretien de sa maison et enfin l'acquiescement des impôts et taxes imposés au chef de l'exploitation dont et surtout l'impôt foncier...

Étant donné que les paysans participent à l'affectation des surplus caféicoles, la prospérité de la coopérative profite nécessairement à ses coopérateurs et au monde environnant. Ainsi, elle améliore le niveau de vie des masses rurales où le paysan est le centre d'intérêt de l'organisation. La préoccupation majeure de la société est la satisfaction des besoins du producteur. Permet-elle aux coopérateurs d'accéder aux intrants et équipements à prix réduits,

et à développer l'esprit d'entreprise? La facilité de trouver des débouchés et de bénéficier des mêmes prix que ceux du marché demeure un avantage certain pour les membres. La coopérative augmente le pouvoir des caféiculteurs pour résoudre eux-mêmes leurs problèmes économiques. Les membres coopérateurs, les autorités locales, les autorités politiques, tous s'accordent pour dire que ces coopératives ont réussi dans le commerce du café de qualité au Rwanda, par ricochet l'amélioration du bien-être des producteurs dans la région.

### 3°. Pouvoir de négociation

Grâce à la structuration paysanne, les coopératives ont acquis un pouvoir de négociation auprès des autorités locales, des organismes d'aide ; des projets de développement rural et des institutions financières sont désormais présents et vivants dans les zones de Maraba et de Karaba. Le fait d'appartenir à une coopérative et de participer activement aux activités de promotion de la caféiculture et de sa coopérative, est une preuve de durabilité, et un indice de continuité pour les progrès réalisés par les stations de lavage de café devant les groupes cibles et aux yeux des partenaires internes et externes. Aussi, les stations de lavage en tant que procédés de production de café de qualité et infrastructures de promotion de la caféiculture dans le monde rural, sont-elles perçues comme des vecteurs et moteurs du développement du monde rural ; à travers les coopératives considérées alors comme des éléments structurants de la filière café dans les zones d'étude. Ces institutions ont des appuis institutionnels des différentes organisations au niveau national et international. A travers cette coopération les contrats de marchés sont conclus avec des normes bien claires.

#### b). Les avantages sociaux des coopératives aux membres

Les coopératives AKM et KOAKAKA entraînent des avantages sociaux très significatifs pour les membres. Ces organisations ont su créer des liens sociaux très solides, un capital social très important pour les sociétaires. Ces liens concernent les styles de cohésion sociale, d'entraide mutuelle, d'interconnaissance, d'initiatives de courage, de confiance en soi, de capacités de formation, d'entrepreneuriat, d'auto-création<sup>8</sup>, d'esprit d'entreprise *etc.* L'appartenance à la coopérative a permis l'épanouissement des membres en leur donnant l'occasion d'échanger, d'avoir une place de la valeur dans la société et d'assumer leurs responsabilités. Souvent, ces acteurs entreprennent en commun des activités de type social ou économique en dehors du cadre de leur coopérative. Des amitiés sont créées et deviennent une force à exploiter entre les membres au sein de la colline, ou entre les membres d'*Ikimina* (Tontine). La structure coopérative permet de resserrer les liens d'entraide et de solidarité impliquant souvent les autres membres de la famille. Les coopératives AKM et KOAKAKA renforcent *l'unité et la réconciliation* de leurs membres sans distinction de sexe, d'ethnie, d'origine ou de la religion... La coopérative assiste les veuves et les orphelins du génocide n'ayant pas des moyens pour satisfaire leurs besoins. Depuis sa création, la coopérative AKM verse au secteur Maraba la somme de 1.000.000Frw au compte du « *Fonds d'assistance pour l'éducation des enfants orphelins du Génocide* » démunis afin de les aider dans leur scolarisation. En cas de décès d'un membre de la coopérative ou de son proche (au premier degré), la coopérative achète un cercueil d'une valeur de 20.000Frw et donne à sa famille 3 caisses de Fanta en guise de participation au deuil.

De même pour un événement heureux (naissance, mariage...), la coopérative aide son membre pour le même montant et lui prête sa camionnette afin d'assurer le transport des mariés et leurs effets jusqu'au domicile du nouveau couple. S'agissant des actions des

---

<sup>8</sup> GENTIL D., « Les mouvements coopératifs en Afrique de l'ouest : interventions de l'État ou organisations paysannes » ? Paris, 1986, p. 261

coopératives en faveur de la communauté environnante, il y a l'éducation des orphelins du Génocide, la lutte contre le VIH-SIDA, l'assistance aux enfants chefs de ménage et aux indigents, aux personnes âgées et autres vulnérables. A travers ces actions transversales, les coopératives organisent des séances de formations liées au développement de la caféiculture, à l'alphabétisation, à la lutte contre la malnutrition, l'hygiène du corps et de l'habitat, l'agriculture familiale, le maraîchage, la non-violence, les petits projets générateurs de revenus... Les coopératives ont permis aux membres d'acquérir une grande ouverture d'esprit en faisant de la caféiculture leur activité principale. Au début, plus de 97% des caféiculteurs membres n'avaient pas de comptes en banque, et ignoraient même les avantages de ce riche instrument de placement monétaire.

Avoir un compte bancaire à la Banque populaire est devenu obligatoire pour tous les membres de la coopérative. C'est donc un avantage à la fois économique et social, car il a donné naissance à *la culture d'épargne*, fort ignorée par les producteurs du café, et a pu *briser la thésaurisation généralisée* auprès des caféiculteurs. La possession d'un compte bancaire par un caféiculteur est considérée comme un signe d'élévation sociale, et d'augmentation de revenus. En effet, les paysans considéraient que ne peuvent avoir des comptes bancaires que des personnes ayant plusieurs moyens financiers et que les banques volent l'argent des paysans. Il y a une ouverture d'esprit et un changement de mentalité auprès de producteurs. Ces derniers ont bien compris les avantages d'avoir un compte à la banque. Les caféiculteurs interrogés se considèrent donc comme faisant partie des personnes de bonnes conditions socio-économiques, qui peuvent retirer ou verser leur argent à la banque. Cela stabilise leurs finances comme l'affirment 87% de nos enquêtés.

## 5. L'accès au crédit par l'intermédiaire de la coopérative

### 1. Les sources des crédits et leur utilisation par les membres coopérateurs

Les producteurs ressentent le besoin de contracter un crédit pour mieux entretenir leur caféier. Le prêt constitue un avantage pour les membres des coopératives, ce qu'un individu ne peut prétendre acquérir seul. Nos enquêtes révèlent que 87% des caféiculteurs désirent contracter du crédit contre 13% qui s'abstiennent par peur de manque de moyens de remboursement. La plupart des caféiculteurs préfèrent le crédit en d'argent (91%), les autres souhaitent acquérir du matériel agricole (2%) et (7%) des produits phytosanitaires. La plupart des caféiculteurs des zones d'étude (92,5% soit 74/80 personnes), nous ont affirmé avoir emprunté des sommes relativement moyennes ou grandes, indispensables dans la couverture des besoins caféicoles.

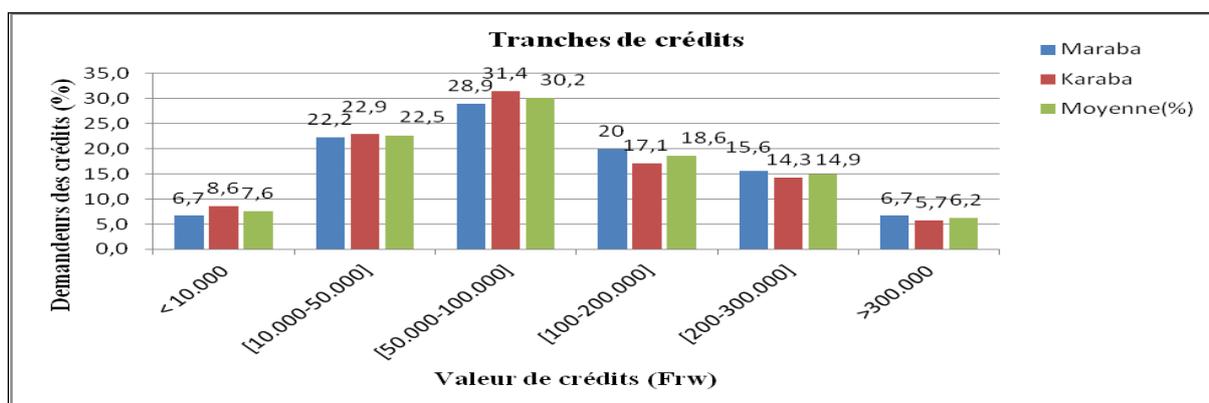


Figure 2. Tranches de crédits sollicités par les membres, campagne 2009-2010.

Source : Enquêtes de terrain, Juillet, 2010.

La somme prêtée est une avance sur récolte du café. Le crédit sollicité étant fonction de cette récolte et du fait que le rendement dépend de beaucoup de facteurs internes et externes, les paysans n'ayant pas beaucoup de caféiers demandent de sommes dérisoires dont ils auront la capacité de rembourser facilement. Ces crédits servent à couvrir les besoins urgents au sein du ménage, notamment les crédits de soudure : achat semences, ouverture scolaire, urgence (maladie par exemple), crédit campagne... Les gros crédits sont contractés par des exploitants disposant beaucoup de caféiers, et qui ont fait de leur caféiculture une activité principale. Par la coopérative les associés bénéficient des crédits groupés ou individuels à des taux d'intérêts mensuels faibles 1 à 1,5% contre 2-2,5% ailleurs. Ces crédits peuvent concerner l'achat des plants, d'intrants voire l'écoulement de la production sur le marché, ou même la couverture d'un besoin jugé important par le paysan et surtout à caractère social. C'est par exemple le cas d'une maladie, de frais scolaires, de la réparation du toit de la maison pendant la période pluvieuse... Les formalités et les procédures sont très faciles auprès de la coopérative que dans une banque. La garantie est solidaire, elle est fonction de la production et de la personnalité du demandeur du crédit. Un groupe de paysans peut également solliciter un crédit groupé, pour acquérir des intrants ou des matériels agricoles à moindre coût, leur transport devient ainsi réduit. Les producteurs isolés ne bénéficient pas de ces avantages.

Tableau 2. Prix des produits phytosanitaires à Maraba et à Karaba Juin, 2010 (en Frw)

Produit	Caféiculteurs	Quantité (Kg)	Taux (%)	Prix moyen/Kg	Coût total (Frw)
Urée	5	60	6,25	490	29.400
DAP	3	36	3,75	600	21.600
NPK 20 20 10	72	1.119	90,00	560	626.640
Matière organique	80	984.727	100	-	-
<b>Total</b>	<b>80</b>		<b>100</b>		<b>677.640</b>

Source : Enquêtes de terrain, Juillet 2010.

Les intrants repris dans ce tableau ci-haut sont utilisés dans les exploitations agricoles de la zone d'étude. La totalité des personnes enquêtées utilisent la matière organique et quelques engrais chimiques. Les plus couramment utilisés sont NPK 20.20.10 à 560Frw/kg. Ce prix est celui affiché par l'OCIR-Café mais les spéculateurs le vendent à plus de 700Frw/kg sur les marchés locaux auprès des acheteurs non informés. Ces produits sont fournis par les coopératives à leurs membres par le truchement de l'OCIR-Café en tant qu'organisme étatique chargé de la promotion et du développement de la culture du café au Rwanda. Grâce à cet office de contrôle et de promotion de la caféiculture au niveau national, toutes les coopératives bénéficient de ces produits à crédit. Les produits sont ensuite distribués aux membres proportionnellement au nombre des pieds dénombrés par les agronomes de l'OCIR-Café. Les coopérateurs sont ainsi sécurisés face à la spéculation des prix d'intrants, contrairement aux non-membres qui s'approvisionnent sur les marchés locaux.

Dans la recherche de l'augmentation de la production, il est prévu que chaque pied du café reçoive 100gr de NPK, soit 1kg pour 10 pieds pour une valeur de 560Frw. Avec cet engrais la recherche a montré que la production initiale augmenterait de 40% (essai d'adaptabilité du café). Lors de la récolte le paysan devrait rembourser 56Frw/pied. Cependant, force est de constater que les paysans détournent les engrais en faveur des cultures vivrières. Quelquefois ils les revendent à des moindres prix afin de gagner de l'argent (entre 300-400Frw) sur les marchés locaux. Il y a donc un manque à gagner, car au moment de la récolte la production baisse, les paysans se détournent de leurs coopératives et livrent leurs cerises auprès des autres acheteurs pour ne pas rembourser le crédit-intrants fournis par l'OCIR-Café. C'est pourquoi la coopérative demeure débitrice vis-à-vis de l'OCIR-Café ou de la banque prêteuse

du crédit. Malgré ces défis majeurs, les coopérateurs bénéficient directement les intrants agricoles, et sont sécurisés face à la spéculation de leurs prix, contrairement aux non-membres. Ces derniers les achètent sur les marchés locaux les plus proches à Kizi, à Gako et à Karambi à des prix fixés par des spéculateurs, avec une moyenne estimée à 600 et 650Frw/kg.

S'agissant des produits phytosanitaires, on cite les fongicides dont l'oxychlorure de cuivre qui lutte contre la rouille orangée du caféier et l'antracnose (coffee berry disease). Leur coût est évalué à 10.000Frw/sac de 50kg. Les insecticides utilisés contre l'*antestiopsis* et les foreurs des cerises (Coffee Berry Borer disease) sont le Dursban (*Chloropyrifos*) vendus à 500Frw/litre sur le marché de Gako (Maraba). Contrairement aux autres produits vendus sur le marché local, le café bénéficie des pesticides distribués gratuitement par l'OCIR-Café à tous les caféiculteurs lors de la vulgarisation agricole. Les organisations paysannes en sont les premiers bénéficiaires. Le matériel de pulvérisation est également disponible au sein des coopératives, qui organisent la distribution, le suivi et la pulvérisation. Le programme et les dates de ces activités sont affichés dans toutes les zones de la production via la coopérative.

Les paysans sont informés de jours de distribution de ces matériels, qui passent d'un producteur à l'autre. Toutefois, l'accessibilité et les débouchés des produits indispensables à la production du café, demeure problématique pour les paysans. Grâce à la libéralisation du secteur café amorcée en 1995, l'approvisionnement d'intrants agricoles est du ressort des privés et des associations des caféiculteurs. Le but est de faire un suivi permanent par des agronomes (nommés et payés par l'OCIR-Café), afin de s'assurer que tous les produits et intrants sont affectés au caféier et non aux cultures vivrières, qui procurent de l'alimentation et des revenus plus rapidement que le café. Il a été constaté que les paysans affectaient les fertilisants aux cultures vivrières au détriment du caféier, ce qui réduit la production.

A travers le suivi et la vulgarisation, les paysans sont régulièrement formés sur l'épandage d'intrants agricoles, l'entretien, le sarclage et surtout la récolte de cerises mûres. Vu la cherté des produits phytosanitaires, la plupart des producteurs (98,7%) utilisent des engrais organiques. Cette matière est affectée aux cultures vivrières car leur cycle de production est relativement court comparativement au caféier (3 à 6 mois selon la culture). Elles procurent de l'argent au paysan surtout pendant la période de soudure. La matière organique provient des déchets ménagers et des déjections animales. Elle est généralement moins chère à 10Frw/kg à Karaba contre 12,5Frw à Maraba. Leur transport coûte 23 à 25Frw/panier selon la distance à parcourir. La caféiculture nécessite du paillis qui est aussi problématique à Maraba (556Frw/tas) et 327Frw à Karaba. Le paillage, l'apport de fumier et de compost constituent des produits organiques importants au café. La fumure organique est appliquée en saison pluvieuse sous le paillis autour du pied du caféier. La dose convenable varie de 5 à 10kg/pied et par an. La fertilisation minérale est appliquée en complément de la fumure organique.

Il ressort du tableau 2 que les prix des produits phytosanitaires et engrais chimiques sont généralement chers à Maraba et Karaba. Étant donné que les revenus des paysans dépendent en grande partie de la récolte du café dont les produits de la vente sont annuels, il n'est pas facile au producteur d'acquérir des produits ou d'intrants utiles à son caféier au moment voulu. Les paysans les achètent aux marchés locaux les plus proches. Quelques-uns se rendent à Nyamagabe et à Huye des centres urbains où les prix semblent être légèrement inférieurs. La différence n'est pas significative car le paysan paye le transport pour y arriver. Il combine les missions en allant dans ces centres urbains afin d'acheter plusieurs effets à la fois. Il profite ainsi des achats groupés en une seule fois lors de son déplacement.

La vente de ces produits est une assurance pour la période de soudure dans les campagnes. Le transfert des engrais est donc dû à l'absence d'une relation positive entre les quantités d'engrais épandus et la production du café. Les caféiculteurs n'ont pas la capacité de couvrir

l'achat des plants, la lutte phytosanitaire, la fertilisation et divers équipements de taille et de désinsectisation sans oublier la reproduction de la force du travail. Malgré ces difficultés le producteur investit dans ses caféiers sous forme de produits phytosanitaires (engrais chimiques, insecticides, fongicides, pesticides...) et des actifs agricoles au sein de l'exploitation (sarclage, suivi, entretien, récolte, traitement et lavage, transport...). Le but est d'avoir une production attendue permettant de couvrir les charges engagées et de dégager un surplus consistant de son activité. Avec la présence des SLC et des coopératives, différents problèmes semblent être résolus. On cite l'approvisionnement d'intrants et autres produits agricoles. Les coopératives versent une somme d'argent (en termes de crédit) au producteur lui permettant de couvrir les différents problèmes urgents qu'il ressent : l'éducation des enfants, la santé (sous forme de mutuelles), l'amélioration de l'habitat, l'épargne, l'investissement et surtout l'achat d'intrants agricoles. Partant de la présence des SLC et des coopératives dans les zones rurales, l'on observe la promotion de la caféiculture par la régénération des caféiers, l'achat de nouvelles parcelles caféicoles, ce qui promeut la structuration paysanne effective à travers le regroupement paysan. Par cette couverture des besoins on réduit sensiblement la pauvreté au sein des ménages ruraux, et une voie de développement endogène et souhaitable.

### *2. Les blocages des caféiculteurs dans l'accès au crédit*

Ceux qui désirent avoir des crédits se heurtent à des obstacles, tels que l'incertitude de la production du café, la mauvaise gestion du crédit, les difficultés de remboursement et les réticences liées à l'ignorance... L'octroi du prêt de la Banque populaire n'est pas chose facile. Le caféiculteur est confronté à des problèmes sociologiques, économiques et managériaux qui limitent son accès au crédit. Les facteurs qui bloquent les producteurs dans la demande de crédit sont de plusieurs ordres, et sont respectivement repris de façon chronologique. L'incertitude de la production des cerises vient en tête (31,25%), le manque de garantie vient en deuxième position avec 17,5%, la lourdeur administrative est le troisième facteur avec 15% des répondants, et enfin l'ignorance des procédures de demande de crédits (7,5%).

### *3. Les voies de sortie de blocages d'accès au crédit*

La coopérative sert d'intermédiaire entre le caféiculteur et la banque qui octroie le crédit. Elle joue le rôle d'*avaliseur* au profit des membres coopérateurs et les remboursements se font également par l'intermédiaire de la coopérative en tant qu'organisation de relais. Les coopérateurs remboursent la dette contractée (soit en intrants, soit liquidités) pendant la campagne-café. Après le traitement ainsi que la vente du café parche, la coopérative fait de même pour la somme empruntée à la Banque populaire. Tous ces avantages liés à l'accès au crédit ne sont pas offerts aux caféiculteurs non-membres. Les formalités de demande et d'octroi de crédit auprès de la Banque populaire sont contraignantes pour les caféiculteurs isolés, plus simples et moins dures pour les membres des coopératives regroupés au sein d'une organisation collective. Le plus souvent leurs demandes de crédit sont avalisées par l'Office du café qui est l'organisation de suivi et de promotion du café au niveau national.

Le circuit de la demande et de l'offre du crédit est le suivant:

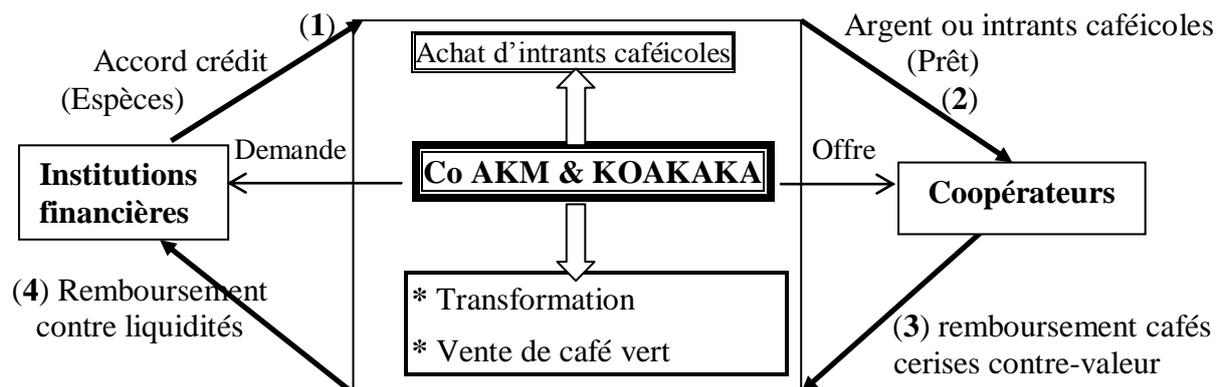


Figure 3 Circuit de la demande et de remboursement du crédit à travers la coopérative.

Le circuit de la production, de la vente et du transfert de fonds de la vente du café par les coopératives AKM et KOAKAKA peut être représenté dans le schéma suivant :

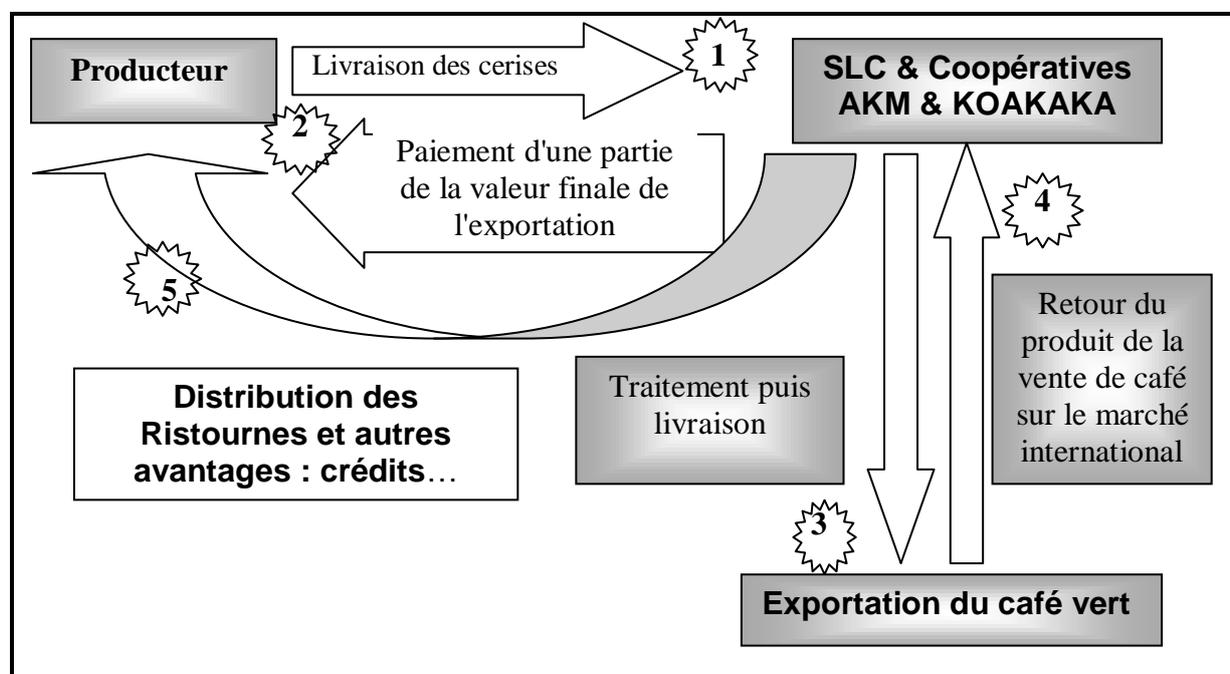


Figure 4. Processus de la vente et du remboursement de café à travers la coopérative. 2010.

Les coopérateurs vendent leurs cerises aux stations qui les transforment en café parche. Ce dernier est ensuite déparché pour être exporté. Les producteurs sont payés par la coopérative dans les 7 jours qui suivent la livraison via la Banque populaire SA. Les SLC agissent sur la qualité du café, ce qui augmente le prix, un signe d'encouragement pour les producteurs.

## Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'évaluer l'impact socio-économique de la dynamique paysanne à travers les stations et les coopératives caféicoles AKM et KOAKAKA, du District de Huye au sud du Rwanda. L'étude s'est faite à travers des enquêtes de terrain, des observations et des entretiens auprès de 80 caféiculteurs (56 membres et 24 non-membres). Les résultats montrent que la culture du café par l'intermédiaire des organisations paysannes

et des infrastructures érigées dans les zones rurales, permet aux producteurs de gagner des prix meilleurs grâce au café entièrement lavé. Le savoir-paysan dans les techniques culturales, l'esprit d'entreprise, l'augmentation de revenu par des emplois créés, permettent de couvrir les différents besoins des producteurs et surtout des membres. Ces emplois ont réduit le chômage dans la région et ont permis de lutter contre la pauvreté et l'exode rural des jeunes. Quoique limités, ces emplois rendent des services aux membres engagés dans les SLC pendant la campagne-café. La présence des stations et des coopératives dans le monde rural, a permis de désengorger ces milieux par le canal de leurs activités. Les économies d'échelle se sont créées, les caféiculteurs sont stables au sein de leurs exploitations, attachés et motivés par leur culture. Toutefois, le faible niveau des membres est un blocage majeur au dynamisme et à la croissance des coopératives. Toutefois, ces organisations ne respectant pas l'environnement suite aux effets des SLC. La participation des membres est moins active, car ils sont souvent manipulés par les privés, qui sont des concurrents potentiels des stations et des coopératives caféicoles. Ces dernières devraient compter sur leurs propres moyens afin de se positionner et de garantir leur durabilité; au cas contraire la réalisation des objectifs serait encore lointaine.

## Bibliographie

- AKM (2002, 2005, 2008, 2010, 2011) *Rapports*, Maraba, Huye.
- ALBERTO Z. J. et LUIS M.C. (1995), *Coopératives, Marchés, Principes coopératifs*, Bruxelles: De Boeck Université.
- BAKER J L. (2000), *Évaluation de l'impact des projets de développement sur la pauvreté. Manuel à l'intention des praticiens*. Banque mondiale, Washington DC.
- BINGEN J. *et al.* (2001b), *Farmer Associations, Decentralization and Development in Rwanda : Institutional Issues*, Kigali.
- BNR (2010), National Bank of Rwanda, *Annual Report*, Kigali.
- DRAPERI J F, TOUZARD JM. (éds)(2003), *Coopératives, territoires et mondialisation*, Paris: L'Harmattan/IES.
- DUFUMIER M. (2004), *Agriculture et paysannerie du tiers-monde*, Paris : Karthala.
- FAIRBAIRN B. (2003), *Three Strategic Concepts for the Guidance of Co-operative Linkage, Transparency and Cognition*. Centre for the study of Cooperatives, University of Saskatchewan, Canada.
- FERRATON N. TOUZARD I. (2009), *Comprendre l'agriculture familiale: diagnostic des systèmes de production*, Gembloux-Belgique, Quae, CTA, PAG.
- FILIPPI M. (2004), «Modèles d'organisation dans la coopération agricole: recherche de proximité et solidarité territoriale», *Économie rurale*, 280, Mars-Avril, pp. 42-58.
- GISARO M B. (2003), *L'impact du mouvement coopératif sur la dynamique socio-économique du monde paysan : cas de la coopérative « ABAHUZAMUGAMBI ba Kawa » de Maraba*, Mémoire de DEA, en Développement, Environnement et Sociétés, UCL-Louvain-La-Neuve.
- INSR (2010), Institut National des Statistiques du Rwanda, *Rapport*, Kigali.
- KOAKAKA (2003, 2005, 2008, 2010, 2011) *Rapports*, Karaba, Huye.
- JACOB J-P. (2000) (dir.), *Sciences sociales et coopération en Afrique: les rendez-vous manqués*, Paris, PUF.
- MINECOFIN (2008, 2010), *Rapports annuels*, Kigali.
- MUKARUGWIZA E. (2010), The hope for rural transformation: A rejuvenating cooperative movement in Rwanda, in ILO (Coop Africa, Working Paper N° 12), Dar es Salaam.
- OCIR-Café, (2005, 2008, 2010), *Rapports annuels*, Kigali.
- SEBILOTTE M. (1996), *Recherches -systèmes en agricultures et développement rural*, Montpellier, Ed. CIRAD.
- Rwanda Co-operative Agency (RCA) *Rapports d'activités*, 2006, 2008, 2011, Kigali.